Sommet de la FAO : Priorité à l’agriculture pour éliminer la faim

mercredi 18 novembre 2009

Sommaire de cet article

- Sommet de la FAO : Priorité à l’agriculture pour éliminer la faim
- La FAO appelle à un jeûne pour protester contre le milliard d’affamés dans le (...)
- FAO : 31 pays ont besoin d’une aide alimentaire d’urgence

Sommet de la FAO : Priorité à l’agriculture pour éliminer la faim

Communiqué de l’ONU, 18 novembre 2009

Au cours du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire qui s’est achevé mercredi à Rome, la communauté internationale s’est engagée à investir davantage dans l’agriculture et à éliminer la faim aussitôt que possible, a résumé l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO).

Le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, a déclaré que ce Sommet, auquel 60 chefs d’Etat et de gouvernement et 191 ministres de 182 Etats membres de la FAO ont participé, avait été "une étape importante » dans la réalisation de l’objectif d’un monde libéré de la faim. Mais il a regretté que la déclaration officielle adoptée lundi par le Sommet ne contienne « ni objectifs quantifiés ni échéances précises qui auraient permis de mieux suivre leur concrétisation".

La FAO avait proposé de fixer comme objectif l’élimination totale de la faim de la surface de la terre à l’horizon 2025 et de porter la part de l’agriculture dans l’aide publique au développement à 44 milliards de dollars par an pour les investissements dans l’agriculture et les infrastructures rurales des pays en développement.

Toutefois, le Sommet a débouché sur quatre engagements importants, a indiqué M. Diouf :

L’engagement ferme de redoubler d’efforts pour atteindre le premier des Objectifs du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié la faim dans le monde d’ici à 2015 et à l’éradiquer le plus vite possible.

L’engagement de renforcer la coordination internationale et la gouvernance de la sécurité alimentaire en mettant en œuvre une profonde réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondial qui deviendrait un élément central du Partenariat mondial pour l’agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Elargi pour comprendre des partenaires des secteurs public et privé et des organisations non gouvernementales, élevé au niveau ministériel, ce Comité coordonnera les initiatives internationales contre la faim et prendra des décisions rapides et en connaissance de cause sur les questions alimentaires mondiales. Il sera secondé dans cette tâche par un panel international d’experts de haut niveau.

La promesse d’inverser la tendance à la diminution des financements domestiques et internationaux dans l’agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural dans les pays en développement et un accroissement substantiel de l’aide publique au développement.

La décision de promouvoir de nouveaux investissements dans la production et la productivité agricoles des pays en développement en vue de réduire la pauvreté et de parvenir à la sécurité alimentaire pour tous.

"Je suis convaincu qu'ensemble nous pouvons éradiquer la faim de notre planète", a dit M. Diouf. "Mais nous devons passer des paroles aux actes".

Les participants au Sommet ont adopté cinq Principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable :

1) investir dans des plans pris en charge par les pays avec une affectation des ressources à des programmes et des partenariats bien conçus et axés sur les résultats ;

2) stimuler une coordination stratégique à tous les niveaux pour améliorer la gouvernance, favoriser une meilleure allocation des ressources et éviter les chevauchements ;

3) s'efforcer d'adopter une double approche de la sécurité alimentaire comprenant à la fois des mesures d'urgence à court terme et des programmes de développement à long terme ;

4) œuvrer en vue d'améliorer l'efficience, la coordination et l'efficacité des institutions multilatérales ;

5) garantir de la part de tous les partenaires un engagement soutenu et substantiel à l'investissement dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.

Le Sommet a également décidé "d'agir par anticipation pour faire face aux problèmes que pose le changement climatique en matière de sécurité alimentaire et pour répondre à la nécessité d'une adaptation et de mesures d'atténuation dans le domaine de l'agriculture en mettant l'accent sur les petits producteurs agricoles et les populations vulnérables".

La FAO appelle à un jeûne pour protester contre le milliard d'affamés dans le monde

Communiqué de l'ONU, 11 novembre 2009

A la veille du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire qui se tiendra la semaine prochaine à Rome, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a appelé mercredi à un jeûne mondial de 24 heures ce week-end pour protester contre le milliard d'affamés dans le monde.

"Nous invitons à observer une grève de la faim samedi ou dimanche prochain, en témoignage de notre solidarité envers le milliard de personnes qui souffrent de la faim de par le monde", a déclaré le directeur général Jacques Diouf lors d'une conférence de presse. "J'entamerai personnellement un jeûne de 24 heures à partir de samedi matin", a-t-il ajouté.

Selon les statistiques de la FAO, 1,02 milliard de personnes souffrent de faim chronique. Le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire (16-18 novembre 2009) a été convoqué pour convenir d'une action immédiate visant à inverser la tendance et à donner l'impulsion pour éradiquer le fléau de la faim et de la malnutrition.

« En dépit de toutes les promesses faites, une action concrète contre la faim fait défaut", a déclaré M. Diouf. "Faute de mesures énergiques, une nouvelle crise mondiale de la faim ne peut être exclue".

Par ailleurs, M. Diouf a lancé une **campagne en ligne contre la faim**. Les internautes peuvent utiliser twitter ou tout autre outil informatique pour faire circuler la pétition.

FAO : 31 pays ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence

Communiqué de l'ONU, 10 novembre 2009

Dans les pays pauvres qui ne sont pas importateurs nets de nourriture, les prix alimentaires demeurent obstinément élevés, en dépit d'une bonne production céréalière mondiale en 2009, indique mardi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans son dernier rapport Perspectives de récolte et situation alimentaire.

Une grave insécurité alimentaire pèse sur 31 pays qui ont besoin d'une aide d'urgence. La situation est particulièrement critique en Afrique de l'Est, où 20 millions de personnes nécessitent une aide alimentaire à cause de la sécheresse et des conflits, souligne la FAO.

Malgré une forte diminution des prix alimentaires mondiaux depuis leur niveau record de 2007-08, les prix du blé et du maïs se sont raffermis en octobre et les prix du riz à l'exportation sont nettement supérieurs aux niveaux d'avant la crise.

"Pour les plus démunis de la planète qui consacrent jusqu'à 80 pour cent de leur budget familial à la nourriture, la crise des prix alimentaires n'est pas terminée", souligne le sous-directeur général de la FAO, Hafez Ghanem. "Accroître les investissements dans le secteur agricole des pays en développement est désormais une priorité mondiale pour combattre la pauvreté et la faim".

La FAO organise un "Sommet de la faim" à Rome du 16 au 18 novembre 2009 afin de dégager un vaste consensus sur la réduction immédiate de la faim, en mettant l'accent sur le renforcement des investissements publics et privés dans le développement agricole des pays pauvres.

En Afrique de l'Ouest, la production céréalière en 2009 sera en baisse par rapport à la bonne récolte de l'an dernier. Les pluies inférieures à la moyenne ont contraint à réensemencer dans de nombreuses parties de la région et ont provoqué des pertes de bétail au Mali, au Tchad et au Niger, annonce le rapport. Les prix des céréales dans la région demeurent nettement supérieurs aux niveaux d'il y a deux ans, avant la flambée des prix alimentaires.

Par exemple, sur les marchés de Bamako (Mali), Ouagadougou (Burkina Faso) et Niamey (Niger), les prix du mil étaient respectivement supérieurs de 35, 42 et 21% à ceux de la période correspondante de 2007. Le riz importé coûtait de 22 à 46% plus cher. La FAO prévient que la réduction escomptée de la production céréalière du Nigéria pourrait déclencher de nouveaux renchérissements des cours céréaliers dans toute l'Afrique de l'Ouest.

En Afrique de l'Est, la situation suscite de fortes inquiétudes à cause de prévisions de pertes de récolte et de pâturages dues à plusieurs facteurs : le manque de pluies dans plusieurs régions, la recrudescence des conflits, la perturbation des échanges internationaux et la persistance des prix alimentaires élevés.

La production de maïs du Kenya, par exemple, devrait être inférieure de 30% par rapport à l'an dernier. Selon les estimations, quelque 3,8 millions de Kenyans souffrent d'une insécurité alimentaire élevée ou extrême, surtout dans les zones pastorales et agricoles marginales.

En Ethiopie, le nombre de personnes nécessitant des secours alimentaires est passé de 5,3 millions en mai à 6,2 millions en octobre. En Ouganda, 1,1 million de personnes requiert une aide alimentaire. Au Sud-Soudan et au Darfour, la sécurité alimentaire de millions de personnes est exacerbée par la poursuite des troubles intérieurs. On estime qu'une aide alimentaire est requise pour quelque 5,9 millions d'habitants.

En Afrique australe, en dépit de la bonne récolte céréalière en 2009, la persistance des prix alimentaires élevés dans plusieurs pays a des retombées sur la sécurité alimentaire.

En Afrique du Nord, en revanche, la production totale de blé devrait atteindre un nouveau record de 21,5 millions de tonnes, contre 14,3 millions de tonnes en 2008, lorsque la récolte avait énormément souffert de la sécheresse.

En Asie, les perspectives de production de riz de 2009 se sont détériorées depuis juillet, compte tenu de pluies de mousson irrégulières dans le principal pays producteur de riz, l'Inde, et des catastrophes

naturelles survenues dans d’autres pays (Japon, République de Corée, RPD lao et Sri Lanka).

Copyright © Site de l’Association Adéquations - http://www.adequations.org/spip.php?article1252